

FONDS POUR LES TECHNOLOGIES PROPRES DES FIC :
PERSPECTIVES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA
PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS DANS LES PAYS

PROJET D'AIDE-MÉMOIRE ET DOCUMENT DE TRAVAIL CONSULTATIF

Ce document est en cours
d'élaboration et sera finalisé
après les débats du Forum de
partenariat.

Mai 2011

Aperçu

1. Le Fonds pour les technologies propres (FTP) offre une aide aux pays pour les inciter à faire la démonstration de technologies propres permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour les encourager à mettre ces technologies en service, à les transférer et à les reproduire. Le FTP a pour objectif de transformer les marchés et de promouvoir la croissance à faible intensité de carbone sans sacrifier le progrès économique.
2. Le FTP accorde son aide financière sur la base de programmes, les pays bénéficiaires jouant un rôle moteur dans l'élaboration de programmes stratégiques nationaux conformes aux priorités des pays concernés. Les autorités nationales définissent des plans d'investissement en concertation avec cinq banques multilatérales de développement (BMD)¹ et d'autres partenaires de premier plan, y compris le secteur privé.
3. Cette approche-programme transsectorielle en faveur de la croissance à faible intensité de carbone vise à optimiser les avantages comparatifs des partenaires du développement, à éliminer les doubles emplois et à tirer parti des points forts des initiatives antérieures. Les organismes bilatéraux de développement et les institutions des Nations Unies spécialisées dans les questions de développement sont actifs à l'échelle des pays et peuvent fournir des cofinancements ou des financements parallèles à l'appui de projets complémentaires ainsi qu'une assistance technique.
4. Dans de nombreux pays, les activités relevant du FTP sont coordonnées par les ministères et organismes chargés des finances ou de la planification (ou les deux), de manière à assurer l'adhésion des autorités nationales à un haut niveau, ainsi que l'intégration des activités dans les stratégies nationales. Les BMD soutiennent les processus entrepris à l'initiative des pouvoirs publics en œuvrant avec les pays à l'élaboration de la programmation conjointe nécessaire au développement d'un plan d'investissement piloté par les pays et au financement de la valorisation des possibilités de développement à faible intensité de carbone. Il est important que les autorités nationales jouent un rôle directeur de façon à permettre une affectation durable des ressources et la restructuration des institutions.
5. Le Comité du FTP, l'organe de direction du Fonds, a approuvé 14 plans d'investissement au titre du FTP², qui devraient permettre de mobiliser 35 milliards de dollars supplémentaires sous forme de cofinancements à partir d'un investissement de 4,4 milliards de dollars du FTP. Autrement dit, pour un dollar investi, le FTP en mobilise 8, un ratio qui représente un investissement substantiel à l'appui des activités d'atténuation du changement climatique dans les pays partenaires du FTP.

¹ La Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale, y compris la Société financière internationale.

² Données en date de décembre 2010.

6. Les éléments suivants se trouvent au cœur de la mission du FTP : le développement des financements à vocation climatique ; l'adaptation et la transposition des modèles de technologies propres ; la conception et la réalisation d'investissements. La démarche consistant à recueillir les expériences, à tirer les enseignements de ces activités et à partager ces acquis avec les nombreuses parties prenantes du FTP permet à celles-ci de participer de façon efficace et facilite la transposition des activités du FTP au niveau national, régional et mondial.

7. Le présent Aide-mémoire est l'un des outils conçus pour tirer les leçons de l'ensemble des expériences du FTP. Parmi les autres instruments utilisés à cette fin figurent l'organisation de réunions régulières dans les pays partenaires du FTP, le Forum de partenariat annuel des FIC, une plate-forme interactive en ligne axée sur la communication et l'apprentissage, et l'organisation dans les pays d'ateliers financés par les dons.

8. L'Unité administrative des FIC a demandé à un consultant indépendant de répertorier les expériences des pays et les enseignements tirés de la conception des activités du FTP et des premières phases de leur mise en œuvre en mettant l'accent sur quatre pays partenaires³. Le consultant s'est rendu dans chacun de ces pays, il s'est entretenu avec les parties prenantes et les partenaires du développement et a examiné les documents pertinents du FTP. Le présent Aide-mémoire du FTP est le produit des conclusions du consultant.

Les principaux enseignements du FTP

9. *Le rôle moteur des pays* : il est possible de renforcer l'adhésion des pays et d'optimiser l'efficacité des interventions des BMD en alignant les plans d'investissement sur les stratégies nationales. Le FTP ne peut promouvoir un déploiement rapide des technologies à faible intensité de carbone que si les pays prennent la direction des opérations.

10. *Des changements porteurs de transformations profondes* : en ciblant des secteurs prioritaires et des marchés spécialisés présentant un fort potentiel, les plans d'investissement du FTP créent une dynamique permettant de mobiliser davantage d'investissements et contribuent à définir le type de planification susceptible d'entraîner une transformation des marchés.

11. *La mobilisation des ressources* : le ratio (1 pour 8) de mobilisation des ressources attendu du FTP témoigne de l'attrait des opportunités commerciales et des investissements novateurs proposés par le FTP, de l'efficacité du modèle de partenariat des BMD et du fait que des financements de grande ampleur sont disponibles au titre du FTP pour exploiter les technologies permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

³ Indonésie, Mexique, Afrique du Sud et Turquie.

12. *Un partenariat unique* : il est essentiel que les autorités nationales, les BMD, les organismes bilatéraux et les autres partenaires du développement collaborent et coordonnent leurs activités pour créer des synergies, éliminer les doubles emplois et supprimer les facteurs d'inefficacité. L'approche-programme du FTP vise à promouvoir le renforcement des capacités, la réforme des politiques et les investissements nécessaires à la transposition réussie des activités. Les mécanismes d'aide-pays des BMD, tels que les prêts à l'appui des politiques de développement, peuvent compléter les investissements du FTP.

13. *Le secteur privé* : le recours accru aux technologies propres et la réalisation de changements porteurs de transformations profondes dans un pays ou une région nécessitent obligatoirement la participation et l'engagement du secteur privé. À ce jour, ce dernier a réagi de façon positive mais limitée aux activités du FTP. Le défi consiste à faire participer le secteur privé pleinement dès la phase initiale de planification des investissements et jusqu'à la mise en œuvre intégrale du projet.

14. L'Aide-mémoire s'articule autour de trois thèmes : la programmation des activités dans les pays, la collaboration des BMD et la coopération avec le secteur privé et d'autres parties prenantes. Son objectif est de proposer des informations utiles pour améliorer et renforcer les résultats du FTP durant la mise en œuvre complète. Ces premiers enseignements serviront aussi à guider l'action des équipes-pays participant aux autres programmes des FIC : le Programme d'investissement forestier (FIP), le Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR) et le Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP).

Programmation des activités dans les pays

15. Le FTP cible les pays à revenu intermédiaire dotés d'institutions bien en place, de main-d'œuvre qualifiée et de marchés de l'énergie et des transports relativement développés. Les pouvoirs publics de ces pays collaborant traditionnellement avec des investisseurs et organismes financiers chevronnés, les possibilités de développement et d'activités commerciales sophistiquées sont considérables. Ces pays doivent toutefois combler leurs déficits de financement et leurs lacunes en matière de politiques avant de pouvoir parvenir à une croissance à faible intensité de carbone. Les leçons tirées des premières expériences du FTP en matière de planification des activités dans les pays sont décrites ci-dessous.

Le rôle moteur des pays

16. **L'adhésion des pays est plus forte et les plans d'investissement sont plus appropriés lorsque les ministères chargés des finances et de la planification jouent un rôle de premier plan, en collaboration étroite avec les organismes sectoriels.** L'expérience montre que les pays jouent un rôle moteur avec plus d'efficacité et d'efficience lorsque ce rôle est assumé conjointement par le ministère des Finances et le ministère de la Planification. Ces deux ministères sont bien placés pour réfléchir à des stratégies générales ou sectorielles en matière de développement. Les ministères de

l'Énergie, des Transports et de l'Environnement proposent généralement des projets concrets. Ils fournissent en outre des informations sectorielles et techniques utiles, notamment en ce qui concerne les émissions de carbone et les scénarios de réduction des émissions.

17. En Afrique du Sud, le département du Trésor et le ministère de l'Environnement pilotent conjointement les activités du FTP en collaborant étroitement avec la société nationale d'électricité pour mettre en œuvre des projets de production d'énergie renouvelable raccordée au réseau. Cette collaboration a renforcé le plan d'investissement du pays et a suscité un appui solide de la part du Comité du FTP.

18. Au Mexique, le Trésor a pris la direction du processus du FTP, auquel les ministères de l'Énergie et des Transports ont aussi activement participé. Deux des principales banques publiques de développement du pays exécuteront et cofinanceront une partie du plan d'investissement. Leur participation aidera à renforcer les capacités nationales et devrait favoriser une augmentation du volume des prêts commerciaux à l'appui des technologies à faible intensité de carbone à l'avenir.

19. En Turquie, le Trésor a joué un rôle moteur en traitant la question des politiques à suivre et en allant à la rencontre des acteurs locaux. Les banques turques ont participé au financement de programmes de prêts dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables en collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale, y compris l'IFC.

20. **L'alignement des plans d'investissement sur les stratégies nationales renforce l'engagement des autorités nationales à l'égard du FTP.** Les pays qui ont élaboré des plans de croissance à faible intensité de carbone ou des programmes d'atténuation du changement climatique poursuivent souvent la mise en œuvre de projets d'exploitation des énergies propres. Ces stratégies nationales de portée générale servent de cadre à l'introduction de technologies spécifiques en matière d'énergie renouvelable, de rendement énergétique et de transports peu polluants. Le plan d'investissement du Mexique s'appuyant sur le solide cadre analytique du programme national de 2009 sur le changement climatique, il a été possible d'identifier rapidement des activités appropriées qui bénéficient du ferme soutien des autorités.

21. S'agissant des pays où les stratégies de lutte contre le changement climatique sont moins développées ou dans lesquels les répercussions intérieures de la crise financière empêchent les autorités de gouverner efficacement, les BMD jouent un rôle plus important dans le processus de planification. D'une manière générale, le principe du FTP selon lequel les pays pilotent le processus de planification stratégique des investissements est largement respecté.

Participation des parties prenantes à la planification

22. **Les acteurs nationaux, notamment les experts techniques et le secteur privé, peuvent jouer un rôle majeur dans la planification des investissements.** La préparation rapide d'un plan d'investissement permet aux autorités nationales d'amorcer la mise en œuvre des projets et de recevoir des fonds au titre du FTP dans les meilleurs délais, mais cette démarche peut entraîner aussi une plus grande dépendance à l'égard des partenariats existants. L'approche axée sur la rapidité d'action qui caractérisait certains des premiers plans d'investissement réduisait la possibilité de consulter pleinement les parties prenantes. Lorsque la période de planification des investissements a été prolongée, ne serait-ce que de quelques mois, il a été possible d'associer au processus un plus grand nombre de partenaires du développement et d'acteurs nationaux. La pleine consultation des parties prenantes exige des efforts de sensibilisation et des mécanismes de retour d'informations appropriés.

23. La Turquie a réussi à achever son plan d'investissement en l'espace de deux mois parce qu'elle avait l'habitude de collaborer avec les partenaires du développement et de planifier des activités avec eux. Le gouvernement s'est servi du processus de planification pour renforcer sa collaboration avec les partenaires existants. Les rapports permanents entre les autorités, les sociétés de crédit-bail privées et les banques publiques et privées se poursuivent dans le cadre de la création, par la BERD, du Mécanisme de financement des énergies durables en Turquie. Cette collaboration se traduit par un concours d'environ 560 millions de dollars à l'appui de projets d'énergie renouvelable, indépendamment des financements au titre du FTP.

24. De même, le gouvernement thaïlandais a encouragé les responsables de la municipalité de Bangkok à participer à la planification des investissements. En raison de la relative lenteur du processus, ces responsables ont eu à la fois le temps et l'occasion d'y participer pleinement. Leur contribution a permis de cibler le plan d'investissement sur la réduction des émissions de carbone dans la zone métropolitaine. Les autorités municipales ont fourni, au sujet de ces émissions, des données de référence exactes à partir desquelles il est possible d'évaluer les progrès accomplis dans la réduction des gaz à effet de serre.

Intégration des plans d'investissement

25. **Les plans d'investissement qui participent à la réalisation d'objectifs de développement peuvent amener les parties prenantes à concentrer leurs efforts sur un programme d'action commun.** Lorsque des initiatives à court terme viennent étayer des stratégies nationales à plus long terme, les parties prenantes sont plus susceptibles d'adhérer à des projets précis qui contribuent à promouvoir les priorités nationales. Au Mexique, le gouvernement s'est fixé comme objectif à long terme de réduire de 20 % l'empreinte carbone des transports urbains. Le développement de réseaux express d'autobus devrait y contribuer fortement. Le financement au titre du FTP a donné aux autorités les moyens d'offrir des aides aux municipalités pour les inciter à développer des systèmes de transport en commun urbains efficaces, pratiques et peu polluants. Les nouveaux systèmes faciliteront le passage à un mode de transport public à moindre intensité de carbone et amélioreront l'accès des pauvres aux centres économiques.

26. **La prise en compte des plans d'investissement dans les stratégies nationales de développement à faible intensité de carbone peut accélérer l'atténuation du risque climatique.** Bien souvent, les projets sélectionnés pour bénéficier d'éventuels financements au titre du FTP sont tirés de la stratégie du pays en matière de changement climatique, d'initiatives particulières choisies par les autorités nationales pour recevoir une aide du FTP ou — dans certains cas — du portefeuille de projets en préparation des BMD. Ces stratégies fournissent une gamme d'options prioritaires et permettent l'élaboration rapide d'un plan d'investissement reposant sur un consensus. Selon les premières indications, les démarches coordonnées de ce type permettent d'accélérer et d'intégrer les mesures d'atténuation du changement climatique tout en promouvant le développement.

27. La coordination des activités des BMD et des autorités nationales favorise en outre une utilisation efficace des ressources du FTP dans le cadre d'investissements à l'appui de projets étayant les stratégies de développement sectorielles. La Turquie et le Mexique, par exemple, ont défini leurs stratégies nationales de développement à faible intensité de carbone peu de temps avant d'élaborer leurs plans d'investissement au titre du FTP, une démarche qui a facilité l'affectation des ressources du Fonds dans les meilleurs délais. En Turquie, cette approche a permis d'intégrer les prêts en faveur de la maîtrise de l'énergie dans les activités de plusieurs banques publiques et privées.

28. Les efforts d'intégration sont motivés aussi par les pressions exercées par les promoteurs privés de technologies novatrices, ainsi que par les organismes financiers désireux d'exploiter le potentiel de gains lié aux opportunités qui se dessinent dans ce domaine.

Transfert de technologies

29. **Les fonds du FTP financent des activités de transfert de technologies ainsi que l'application à plus grande échelle de technologies déjà mises en œuvre.** La souplesse dont fait preuve le FTP pour lancer de nouvelles technologies sophistiquées ou tirer parti des technologies existantes illustre la capacité du Fonds à adapter son action aux situations nationales et régionales. S'il est vrai que la promotion des transferts de technologies reste un exercice difficile et que les mécanismes visant à encourager ce type de transfert sont encore en cours d'élaboration, le FTP s'efforce de promouvoir l'adoption de technologies prêtes à être utilisées dans le contexte de chaque pays partenaire. Les investissements dans la maîtrise de l'énergie, par exemple, ne requièrent pas nécessairement le transfert de nouvelles technologies. Il est possible aussi de parvenir à une croissance à faible intensité de carbone en mettant à niveau des unités de production, en définissant des modèles d'activités créatifs et en fournissant une assistance technique.

30. En Indonésie, le FTP finance le développement de l'énergie géothermique, une technologie stable déjà très utilisée dans les pays. Les fonds du FTP appuieront l'accroissement de la production d'énergie géothermique et permettront de multiplier

quasiment par deux la capacité installée actuelle. D'autres bailleurs de fonds devraient cofinancer des projets géothermiques supplémentaires. Il serait possible d'utiliser le programme du FTP pour faciliter le transfert de nouvelles technologies — telles que les techniques et l'équipement de pointe déjà testés ailleurs dans le domaine des essais de puits géothermiques — s'ils sont jugés adaptés à la situation indonésienne. Il faudra toutefois définir un mécanisme précis.

31. Au Mexique, le FTP encourage l'utilisation d'appareils électroménagers à plus haut rendement énergétique. Les fabricants mexicains d'électroménager ont déjà commencé à produire des appareils plus économes en énergie en réponse à la hausse de la demande entraînée par le programme de maîtrise de l'énergie financé par le FTP.

32. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)⁴ et en Afrique du Sud, les investissements du FTP soutiennent la valorisation de l'énergie solaire concentrée, une technologie plus coûteuse et plus risquée que les options énergétiques actuelles. Les investissements contribueront à atténuer une partie des risques initiaux en réduisant les coûts et en compensant les risques de manière à encourager l'innovation intérieure et à faciliter le transfert de technologies d'énergie solaire concentrée. Une fois réalisés, ces projets d'investissement accroîtront la sécurité énergétique dans la région MENA et en Afrique du Sud, renforceront l'intégration régionale et sous-régionale et contribueront à promouvoir la croissance et la diversification industrielles.

Transformation des marchés pour réduire l'intensité de carbone

33. **Un plan d'investissement gagne en solidité s'il définit les changements précis, représentant de véritables mutations, qu'il vise à atteindre.** Un des critères d'investissement les plus importants du FTP est la « capacité de démonstration à grande échelle⁵ » des programmes — autrement dit leur aptitude à générer des changements durables dans ce secteur et à transformer les marchés.

34. Pour répondre aux attentes, le FTP doit montrer qu'il a contribué à éliminer ou à abaisser les principaux obstacles à la transformation du marché. Cette démarche passe par la démonstration de la viabilité technique et financière des technologies à faible intensité de carbone, la réduction de leurs coûts, l'accroissement des capacités nationales de mise en œuvre et le renforcement des politiques publiques et des cadres de réglementation pour permettre un déploiement à plus grande échelle. À cette fin, les plans d'investissement du FTP identifient les obstacles généraux à l'échelle sectorielle.

35. Durant la phase de conception, on ne dispose pas d'informations sur les résultats de chaque projet quant à la réduction des obstacles ou aux transformations survenues sur le marché cible, puisque les projets n'ont pas encore été identifiés. Ce degré de détail apparaît généralement au moment où les propositions de projets et de programmes sont

⁴ Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie.

⁵ Critères d'investissement du Fonds pour les technologies propres dans le domaine des opérations du secteur public.

soumises à l'approbation du Comité du fonds fiduciaire. Le fait de définir précisément ces transformations contribue à clarifier les effets escomptés des investissements du FTP.

36. **Sur les marchés spécialisés peu développés mais prometteurs, les ressources du FTP, même limitées, peuvent accroître sensiblement les investissements à partir du faible niveau qui constitue le point de départ et jeter les bases de changements porteurs de transformation.** Conscient qu'il doit exploiter au mieux son avantage comparatif, le FTP concentre son action sur les sous-catégories du secteur des technologies propres qui peuvent être développées mais sont encore inexploitées. Une approche stratégique consiste à utiliser les ressources du FTP pour accroître les investissements de base sur les marchés spécialisés.

37. Au Mexique, le FTP accélère le développement du marché privé de l'énergie éolienne en centrant ses efforts sur les ressources éoliennes inexploitées de l'État d'Oaxaca. Cette région dispose d'un potentiel éolien de plus de 5 000 mégawatts reconnu au plan mondial, mais, à l'heure actuelle, seulement 88 mégawatts sont exploités. Les autorités ont l'intention d'utiliser les fonds du FTP pour construire une centrale éolienne et convaincre les banques commerciales privées de financer sous forme de prêts la construction et la mise en œuvre de projets éoliens.

38. L'énergie solaire concentrée est une technologie spécialisée qui a attiré peu d'investissements dans les pays en développement. L'investissement du FTP dans le projet de la région MENA vise à appuyer la mise en place d'une capacité de production d'énergie solaire concentrée d'environ un gigawatt, représentant quasiment le triplement des capacités mondiales existantes. Le projet devrait donner naissance à des centrales à haute capacité équipées de technologies de pointe, réduire le coût de la technologie de l'énergie solaire concentrée, développer les capacités techniques et définir des critères de résultats. Ces progrès devraient transformer le marché régional des technologies solaires à grande échelle.

39. **Les financements du FTP ne constituent qu'une faible proportion de l'ensemble des investissements à faible intensité de carbone dans la plupart des pays partenaires, mais leur ciblage rigoureux a un effet catalyseur propice aux transformations.** Sur la plupart des marchés cibles, les financements du FTP sont relativement modestes en comparaison des besoins d'investissements globaux des pays, mais ils peuvent néanmoins encourager l'adoption de démarches sans danger au plan climatique et l'élimination des obstacles à l'introduction de nouvelles technologies.

40. Les BMD, y compris l'IFC, contribuent à promouvoir les transformations profondes en soutenant les programmes de maîtrise de l'énergie en Afrique du Sud, au Mexique, en Turquie, aux Philippines et dans d'autres pays. Les programmes de rendement énergétique, relativement modestes, visent à réduire sensiblement les émissions en ciblant les industries énergivores ainsi que le marché de la consommation.

Environnement porteur

41. Les plans d'investissement du FTP évaluent généralement les lacunes du cadre d'action des pays, mais il est trop tôt pour affirmer que ce travail se traduira effectivement par une réduction des obstacles. Le cadre d'action — c'est-à-dire le cadre des politiques publiques et le cadre institutionnel, juridique et réglementaire — est essentiel à la réussite des initiatives de développement à faible intensité de carbone. Tous les plans d'investissement du FTP incluent une évaluation des carences du cadre d'action et des risques potentiels qui pourraient faire obstacle à la réussite du projet.

42. Le plan d'investissement de l'Afrique du Sud décrit les principaux sujets de préoccupation concernant le cadre d'action, notamment les lacunes du régime réglementaire applicable aux investissements publics et privés. De surcroît, le plan d'investissement met en évidence les risques propres à chaque technologie et à chaque programme. Parmi les risques recensés dans le domaine des énergies renouvelables figurent le manque d'intégration au réseau, le risque technique lié aux technologies qui n'ont pas encore fait leurs preuves au niveau commercial et l'absence de précédents en ce qui concerne les accords d'achat d'électricité susceptibles de bénéficier de concours financiers. Aux termes des plans d'investissement, le FTP s'efforcera de supprimer ces obstacles, mais aucune stratégie précise n'a encore été élaborée. Il ne sera pas possible de savoir si ces problèmes ont été traités de façon adéquate tant que les projets n'auront pas été soumis à l'approbation du Comité du fonds fiduciaire, puis exécutés.

43. Les mécanismes d'aide-pays bien ciblés des BMD peuvent compléter efficacement les programmes-pays du FTP. S'il est vrai que les fonds du FTP financent les investissements prioritaires, l'optimisation de ces investissements nécessite un environnement porteur. Les instruments financiers des BMD, tels que les prêts de la Banque mondiale à l'appui des politiques de développement, peuvent servir à soutenir l'action des autorités nationales ainsi que leurs réformes institutionnelles. La recherche de synergies entre les programmes du FTP et d'autres instruments de financement peut aider les pouvoirs publics à mettre en place un environnement plus propice à une croissance à faible intensité de carbone.

44. Le Mexique, par exemple, est intervenu rapidement pour obtenir un financement du FTP à l'appui de ses projets d'investissement, mais la réussite de ces initiatives nécessite la mise en place de cadres globaux de politiques publiques ainsi que des réformes institutionnelles. Le Mexique s'appuie sur un prêt à l'appui des politiques de développement pour résoudre ces questions fondamentales. Ce mécanisme complémentaire est, d'un point de vue stratégique, essentiel à l'efficacité à long terme des programmes du FTP.

Mobiliser des fonds supplémentaires

45. Le ratio de mobilisation des fonds attendu du FTP (1 pour 8) semble indiquer que le marché s'intéresse aux produits du FTP. On estime qu'un dollar fourni par le FTP permettra de mobiliser en moyenne huit dollars auprès d'autres sources (BMD, États, organismes bilatéraux et secteurs privés) dont trois dollars provenant du secteur privé. Dans le cas d'un des projets éoliens mexicains, le financement du FTP,

d'un montant de 15 millions de dollars, permet de mobiliser environ 46 millions de dollars auprès de l'IFC et de la BID, ainsi que 134 millions de dollars supplémentaires auprès d'autres organismes et du secteur privé. En Turquie, les 50 millions de dollars de financement du FTP à l'appui du Mécanisme de financement des énergies durables devraient permettre de lever 320 millions de dollars auprès de la BERD et d'autres partenaires.

Collaboration entre les BMD

46. Les BMD font partie intégrante du partenariat du FTP, unique en son genre. Même si les BMD ne collaborent pas depuis très longtemps, elles ont scellé de solides partenariats à l'appui des programmes d'investissement du FTP pilotés par les pays. Ces liens se nourrissent des atouts respectifs de chaque organisation et se renforcent à mesure que le FTP évolue.

47. **Le rôle des BMD dans la planification des investissements du FTP devrait être défini en fonction des avantages comparatifs de chacune d'entre elles.** Le FTP demande aux BMD d'aider ensemble les pays pilotes à élaborer leurs plans d'investissement. Cette démarche a stimulé la collaboration et la recherche de positions communes au sujet des meilleures stratégies d'investissement nationales possibles. Les initiatives de programmation conjointe contribuent à renforcer les capacités des BMD, à améliorer la communication et les relations entre les spécialistes et à promouvoir des programmes d'assistance conjoints plus stratégiques parmi les BMD.

48. En général, avant le début du processus de planification des investissements, les pays et les BMD choisissent l'organisation multilatérale qui sera chargée de jouer un rôle de premier plan en raison de son expérience et de son avantage comparatif. Les BMD collaborent aussi dans le cadre des projets inscrits dans les plans d'investissement en préparation. Par exemple, la Banque asiatique de développement et le Groupe de la Banque mondiale s'efforcent de promouvoir conjointement des investissements dans l'énergie géothermique en Indonésie plutôt que de travailler séparément. De même, la Banque africaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale cofinancent les projets d'investissement du FTP en Afrique du Sud.

49. En raison de l'ampleur et de la portée de ses opérations, la Banque mondiale a parfois donné l'impression de jouer un rôle dominant par rapport aux autres BMD. La collaboration entre les banques multilatérales de développement est un processus basé sur l'apprentissage par la pratique, et le degré de coopération entre ces institutions augmente.

50. **Les BMD peuvent promouvoir un dialogue stratégique lorsque l'aide des bailleurs de fonds souffre d'un manque de coordination.** Le processus de planification des investissements a stimulé le dialogue entre les BMD et les organismes bilatéraux qui exercent des activités dans certains secteurs. Il convient toutefois de coordonner activement les activités des bailleurs de fonds pour parvenir à une démarche stratégique intégrée. En Indonésie, par exemple, l'assistance technique mobilisée auprès de l'agence

allemande KfW et l'Agence japonaise de coopération internationale permet d'aider les autorités nationales à identifier les options disponibles pour créer un fonds d'atténuation des risques destiné à préfinancer l'exploration géothermique.

51. Le soutien des BMD doit refléter l'ampleur et la complexité de leur collaboration avec les institutions nationales. Les BMD fournissent une aide technique aux autorités nationales pour les aider à élaborer leurs plans d'investissement. Dans un premier temps, il avait été prévu que les BMD n'effectueraient que deux missions de soutien dans les pays — l'une pour convenir de la portée et des priorités potentielles de l'affectation des ressources du FTP ; l'autre pour examiner le projet initial de plan d'investissement. À mesure que le FTP a été mis en œuvre, l'approche-programme globale qui avait été prévue a demandé, dans certains cas, une intervention plus soutenue de la part des services des BMD. Il s'est révélé nécessaire d'effectuer des activités supplémentaires, telles que les missions exploratoires et la finalisation des plans, pour apporter aux autorités nationales tout le soutien dont elles avaient besoin. Les normes qui régissaient initialement les activités d'aide des BMD, financées par le budget institutionnel et administratif des FIC, ont été ajustées pour tenir compte de cette réalité.

Collaboration avec le secteur privé et d'autres parties prenantes

52. La participation de diverses parties prenantes renforce le FTP et crée une dynamique qui attire un large éventail de partenaires du développement, y compris le secteur privé. L'approche-programme du FTP permet de tenir compte de nombreux intérêts, mais les partenariats élargis de ce type doivent être alimentés et exigent des efforts de sensibilisation proactifs et systématiques. Le secteur privé doit notamment être pleinement associé à la conception de solutions durables à faible intensité de carbone.

53. Le FTP s'efforce de conjuguer les investissements du secteur public et l'activité du secteur privé, mais il est nécessaire de coordonner davantage les efforts engagés pour mobiliser le secteur privé. Le cofinancement prévu des projets du FTP par le secteur privé — à hauteur de 30 % (12,5 milliards de dollars) du montant total des financements de projets prévus — semble témoigner de l'intérêt que porte ce secteur au FTP. Environ 37 %⁶ des projets du FTP en préparation appuient des initiatives du secteur privé. Ce pourcentage est légèrement supérieur à ce que le Comité du fonds fiduciaire avait prévu à la création du FTP.

54. En dépit de ces chiffres prometteurs, la participation du secteur privé à la phase de conception du FTP a été inégale. De nombreux gouvernements se concentrent traditionnellement sur les possibilités d'investissement dans le secteur public et accordent moins d'attention aux besoins du secteur privé. Par ailleurs, les conditions économiques propres aux pays et les nouvelles technologies proposées ont également une incidence sur la participation du secteur privé.

⁶ En volume.

55. En Turquie, la BERD et le Groupe de la Banque mondiale, y compris l'IFC, ont contribué à intégrer dans les activités courantes les prêts à l'appui des projets de maîtrise de l'énergie en passant par des intermédiaires financiers locaux. Cette démarche a été rendue possible par la collaboration permanente du Trésor turc avec de nombreuses banques publiques et par les relations que les BMD entretiennent de longue date avec les institutions financières privées de Turquie. Dans la région MENA, le projet d'énergie solaire concentrée a favorisé un important dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé. Les autorités nationales sollicitent les compétences des organismes financiers et des fournisseurs de technologies pour concevoir des transactions complexes et exécuter les projets de façon efficace.

56. La participation des partenaires du développement peut faciliter la mobilisation de cofinancements, susciter la création de projets complémentaires et mobiliser l'assistance technique à l'appui du renforcement des capacités. Même les pays à revenu intermédiaire ne disposent parfois que de capacités nationales limitées pour relever les défis complexes engendrés par la recherche d'un développement à faible intensité de carbone. De nombreux pays en développement n'étant pas prêts à emprunter pour se procurer une aide technique, l'octroi de dons à l'appui de la fourniture d'aide technique complémentaire peut être essentiel, d'un point de vue stratégique, à la réussite des plans d'investissement financés par les prêts concessionnels.

57. Par exemple, les organismes allemand et français d'aide au développement financent ensemble plusieurs projets du FTP en Afrique du Sud et au Maroc. Ils fournissent aussi des cofinancements et une assistance technique à la Turquie. L'Agence japonaise de coopération internationale et l'agence allemande KfW jouent activement un rôle de partenaire bilatéral en faveur du développement de l'Indonésie et des Philippines, complétant ainsi avec leurs propres investissements les produits d'investissement du FTP.

L'avenir

58. Le FTP a été le premier à tester le modèle des FIC et a pu intervenir assez rapidement grâce à sa capacité à travailler en fonction des paramètres établis dans les pays à revenu intermédiaire. Le FTP a obtenu de bons résultats dans la mise en place de cadres stratégiques d'allocation des ressources ainsi qu'en ce qui concerne la définition d'une démarche visant à promouvoir un développement à faible intensité de carbone. L'accent a été mis sur la création de partenariats et l'exploitation des synergies.

59. Tandis que le FTP sort de sa phase initiale, durant laquelle l'accent a été mis en grande partie sur le processus de planification, pour passer au stade de la mise en œuvre des projets, de nouveaux enseignements se feront jour, plus profonds et adaptés à la situation de chaque pays. À l'avenir, les progrès vers un développement à faible intensité de carbone dépendront des politiques suivies par les pays et de la capacité des autorités nationales à montrer la voie. La transposition des investissements du FTP par le secteur privé sera aussi un critère d'évaluation important de la mesure dans laquelle les fonds du FTP ont réussi à stimuler la transformation du marché.